Groupon

Politique relative aux règles d'entreprise contraignantes

PARTIE 1 – INTRODUCTION ET CHAMP D'APPLICATION

1. Introduction

La présente Politique définit l'approche adoptée par Groupon en matière de protection et de gestion des données à caractère personnel européennes. La présente Politique et une liste des Sociétés Groupon sont publiées sur le site Web accessible à l'adresse www.groupon.ie/legal/bcr.

2. Définitions

Dans la présente Politique, le terme :

- « Responsable du traitement » désigne la personne physique ou morale, l'autorité publique, l'agence ou un autre organisme qui, seul ou conjointement avec d'autres, détermine les finalités et les moyens du traitement des Données à caractère personnel ; lorsque les finalités et les moyens de ce traitement sont déterminés par le droit de l'Union ou le droit d'un État membre, le Responsable du traitement ou les critères spécifiques pour sa désignation peuvent être fixés par le droit de l'Union ou le droit d'un État membre ;
- « Personne concernée » désigne une personne physique identifiée ou identifiable ; une personne physique identifiable est une personne qui peut être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant tel qu'un nom, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne ou à un ou plusieurs éléments spécifiques propres à l'identité physique, physiologique, génétique, psychique, économique, culturelle ou sociale de cette personne physique ;
- « DPD » désigne le Délégué à la protection des données de l'UE de Groupon, nommé conformément à la Règle 11A ;
- « Europe » désigne l'Espace économique européen (« EEE ») et la Suisse ;
- « Lois européennes sur la protection des données » désignent le RGPD et toute loi sur la protection des données d'un État membre de l'EEE et de la Suisse, y compris la législation locale mettant en œuvre les exigences du RGPD dans chaque cas, telles que modifiées de temps à autre et y compris la législation subordonnée ;
- « Entité exportatrice » désigne une Société Groupon établie en Europe qui traite des Données à caractère personnel européennes en tant que responsable du traitement et transfère lesdites Données à caractère personnel européennes vers une Entité importatrice en vertu de la présente Politique ;
- « Données à caractère personnel européennes » désignent, en ce qui concerne le traitement par :
- (a) une Entité exportatrice, les données à caractère personnel soumises aux Lois européennes sur la protection des données ; et
 - (b) une Entité importatrice, les données à caractère personnel transférées d'une Entité exportatrice en vertu de la présente Politique (ce qui peut ne pas être limité aux citoyens ou résidents de l'EEE)

Et pour lever toute ambiguïté, les obligations énoncées dans la présente Politique et les droits accordés aux personnes physiques en vertu de la présente Politique s'appliquent à ces données à caractère personnel

	européennes lorsqu'elles sont transférées entre les Sociétés Groupon en vertu de la présente Politique ;
« RGPD »	désigne le Règlement de l'Union européenne (UE) 2016/679 (le Règlement général sur la protection des données) ;
« Groupon International Limited »	désigne Groupon International Limited, une société immatriculée en Irlande dont le siège social est sis WeWork Central Plaza, 36 Dame Street, Dublin D02 EF64, Irlande, et dont le numéro de société est 501358 ;
« Société Groupon »	désigne, individuellement, Groupon, Inc. et chaque filiale de Groupon, Inc. qui est signataire de l'Accord intra-groupe relatif à la Politique, et qui est répertoriée à l'annexe 1 de la présente Politique de temps à autre ;
« Entité importatrice »	désigne une Société Groupon établie en dehors de l'Europe recevant des Données à caractère personnel européennes d'une Entité exportatrice en vertu de la présente Politique ;
« Groupon »	désigne, collectivement, Groupon, Inc. et chaque Société Groupon ;
« Données à caractère personnel »	désignent toute information relative à une personne physique identifiée ou identifiable ;
« Violation de données à caractère personnel »	désigne une violation de la sécurité entraînant accidentellement ou de manière illicite la destruction, la perte, l'altération, la divulgation non autorisée ou l'accès non autorisé à des Données à caractère personnel transmises, conservées ou traitées d'une autre manière ;
« Traitement »	désigne toute opération ou ensemble d'opérations effectuées sur des Données à caractère personnel ou des ensembles de Données à caractère personnel, par des moyens automatisés ou non, tels que la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la divulgation par transmission, la diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, le rapprochement ou l'interconnexion, la limitation, l'effacement ou la destruction ;
« Sous-traitant »	désigne une personne physique ou morale, une autorité publique, une agence ou un autre organisme qui traite des Données à caractère personnel pour le compte du Responsable du traitement ;
« Politique »	désigne la présente Politique relative aux Règles d'entreprise contraignantes et ses Annexes ;
« Règles »	désigne les 19 Règles énoncées dans la deuxième partie de la Politique ;
« Catégories particulières de Données à caractère personnel »	désignent les informations relatives à la santé ou à l'état mental ou physique d'une personne, à sa race ou à son appartenance ethnique, à ses croyances religieuses, à ses opinions politiques et/ou à sa vie ou à son orientation sexuelle, à son affiliation à un syndicat, à toute donnée génétique ou biométrique ou à toute information relative à la commission ou à la commission présumée (et/ou à toute procédure y afférente) d'une infraction pénale ;
« Autorité de contrôle »	désigne une autorité publique indépendante établie dans une juridiction européenne qui est chargée de contrôler l'application des Lois européennes sur la protection des données afin de protéger les droits et libertés fondamentaux des Personnes concernées par le traitement (et, pour éviter toute ambiguïté, lorsqu'il est fait référence dans la présente Politique à une Autorité de surveillance "compétente", il s'agit de l'Autorité de surveillance compétente pour l'Entité exportatrice) ; et

« **Pays tiers** » désigne un pays ou une organisation internationale dont il a été constaté qu'il n'offre pas un niveau de protection adéquat des données à caractère personnel européennes en vertu des Lois européennes sur la protection des données auxquelles ces données à caractère personnel européennes sont soumises ;

3. À propos de Groupon

Groupon fournit des sites web et des applications mobiles par l'intermédiaire desquels des commerçants vendent des produits, des services et des bons d'achat à des clients individuels. Ces sites web et applications mobiles permettent aux commerçants de répertorier leurs produits, services et bons d'achat et aux clients de les acheter.

Groupon possède des bureaux en Amérique, en Europe, en Asie-Pacifique et au Moyen-Orient. Le siège social mondial de Groupon est Groupon, Inc., une société enregistrée dans le Delaware dont l'adresse est 35 W Wacker Dr , Chicago IL 60601 États-Unis.

4. Groupon et les Lois européennes sur la protection des données

Les Lois européennes sur la protection des données imposent des restrictions au transfert de données à caractère personnel européennes vers des Pays tiers. Par la présente Politique, Groupon souhaite s'assurer que le transfert des Données à caractère personnel européennes depuis les Entités exportatrices vers les Entités importatrices est conforme aux Lois européennes sur la protection des données.

5. Quel est le champ d'application de la présente Politique ?

La présente Politique s'applique à toutes les Données à caractère personnel européennes traitées par les Sociétés Groupon (qu'elles soient traitées automatiquement ou manuellement). Elle définit l'approche adoptée par Groupon pour la protection et la gestion des Données à caractère personnel européennes par les Sociétés Groupon lorsque ces Données à caractère personnel sont traitées en Europe et/ou transférées de l'Europe vers un Pays Tiers de l'Europe vers un Pays tiers (y compris tout transfert de Données à caractère personnel européennes pouvant être effectué par l'intermédiaire d'un autre Pays tiers), ainsi que tout transfert ultérieur de ces Données à caractère personnel européennes vers d'autres Sociétés Groupon situées dans un Pays tiers.

Dans chaque cas, le traitement par Groupon des Données à caractère personnel européennes est effectué à diverses fins, qui sont décrites plus en détail dans les paragraphes 2.2 à 2.5 ci-dessous. Les transferts de Données à caractère personnel européennes sont effectués principalement vers Groupon, Inc. aux États-Unis. Les Données à caractère personnel européennes sont également transférées vers les bureaux de Groupon dans le monde entier, vers les Sociétés Groupon énoncées à l'Annexe 1, qui comprennent les Sociétés Groupon aux États-Unis, en Inde, , aux Émirats arabes unis et en Australie.

Les Données à caractère personnel européennes et les finalités du traitement pour chaque catégorie de personne concernée sont énoncées ci-dessous.

Personnes concernées	Finalités du traitement	Catégories de données à caractère personnel européennes	Pays tiers
<p>En ce qui concerne les clients actuels, anciens et potentiels qui utilisent les sites Web et les applications mobiles de Groupon (les « Clients ») :</p>	<p><i>Création de compte</i></p> <p><i>Exploitation du Site et facilitations des achats</i></p> <p><i>Maintenance et améliorations du Site</i></p> <p><i>Création de profils individuels et collectifs</i></p> <p><i>Affichage d'offres et de publicités pertinentes</i></p> <p><i>Envoi de messages de marketing direct</i></p> <p><i>Analyse de l'efficacité de la publicité</i></p> <p><i>Service client</i></p> <p><i>Vérification des paiements et prévention de la fraude</i></p> <p><i>Gestion des besoins quotidiens de l'entreprise, y compris l'administration du Site et la gestion des forums</i></p> <p><i>Respect des obligations légales</i></p> <p><i>Résolution des litiges et exécution des accords</i></p>	<p><i>Authentification et identification (par ex. nom, adresse électronique, mot de passe, questions de sécurité)</i></p> <p><i>Données à caractère personnel de base (par ex. nom, date de naissance, sexe)</i></p> <p><i>Coordonnées (par ex. adresse postale, adresse électronique, numéro de téléphone)</i></p> <p><i>Données de paiement (par ex., informations de carte de crédit et autres informations de paiement)</i></p> <p><i>Contacts avec Groupon (par ex. messagerie instantanée, contenu généré par l'utilisateur, enregistrements d'appels d'assistance)</i></p> <p><i>Données analytiques (par ex. informations sur les téléchargements d'applications, les historiques d'applications et de pages Web)</i></p> <p><i>Saisie de profil (p. ex. pages consultées, deals consultés, clics sur le site Web)</i></p> <p><i>Données de l'appareil (par ex., identifiant publicitaire, identifiants de cookies, adresse IP)</i></p> <p><i>Détails du compte (p. ex. URL de la page du compte, historiques d'abonnement et d'achat, numéros de carte de fidélité)</i></p> <p><i>Informations sur le segment marketing (par ex. informations sur les intérêts et les habitudes d'achat d'un client)</i></p> <p><i>Données de géolocalisation (par ex. latitude et longitude, adresse, code postal/Eircode)</i></p>	<p>Inde États-Unis</p>

<p><u>En ce qui concerne les employés actuels, anciens et potentiels, les candidats, les travailleurs temporaires ou autres sous-traitants (les « Travailleurs »)</u></p>	<p><i>Création d'un répertoire global pour faciliter le travail d'équipe</i></p> <p><i>Gestion des candidatures</i></p> <p><i>Administration des ressources humaines</i></p> <p><i>Gestion des ressources</i></p> <p><i>Fourniture de services informatiques</i></p> <p><i>Surveillance des services informatiques</i></p> <p><i>Vérification des paiements et prévention de la fraude</i></p> <p><i>Gestion des besoins quotidiens de l'entreprise</i></p> <p><i>Respect des obligations légales</i></p> <p><i>Résolution des litiges et exécution des accords</i></p>	<p><i>Détails de l'emploi (par exemple, intitulé du poste, dossiers de performance, lieu de travail)</i></p> <p><i>Détails informatiques (par exemple, journaux d'utilisation de l'informatique et d'internet, adresse IP, tentatives de connexion réussies et échouées)</i></p> <p><i>Détails du conducteur (par exemple, informations d'enregistrement, informations sur le permis de conduire)</i></p> <p><i>Informations des enregistrements de vidéosurveillance (par exemple, images des travailleurs dans les bureaux de Groupon);</i></p> <p><i>Gestion des absences (par exemple, congé de paternité et de maternité);</i></p> <p><i>Détails sur l'immigration (par exemple, visa, passeport)</i></p>	<p><i>Australie</i></p> <p><i>Inde</i></p> <p><i>Émirats Arabes Unis</i></p> <p><i>États-Unis</i></p>
--	---	--	---

<p><u>En ce qui concerne les commerçants actuels, anciens et potentiels sur les sites et les applications mobiles de Groupon qui sont des entreprises individuelles ou des entités non constituées en société, ou des points de contact individuels chez des commerçants actuels, anciens et potentiels constitués en société (les « Commerçants ») :</u></p>	<p><i>Création de compte</i></p> <p><i>Exploitation du site et facilitation des offres</i></p> <p><i>Effectuer des paiements</i></p> <p><i>Publicité auprès de nos clients</i></p> <p><i>Vérification des paiements et prévention de la fraude</i></p> <p><i>Maintenance et améliorations du site</i></p> <p><i>Gestion des besoins quotidiens de l'entreprise</i></p> <p><i>Respect des obligations légales</i></p> <p><i>Résolution des litiges et exécution des accords</i></p>	<p><i>Authentification et identification (par ex. nom, adresse électronique, mot de passe, questions de sécurité)</i></p> <p><i>Données à caractère personnel de base (par ex. nom, date de naissance, sexe)</i></p> <p><i>Coordonnées (par exemple, nom de l'entreprise, adresse électronique professionnelle, adresse électronique personnelle, numéros de téléphone professionnel et personnel)</i></p> <p><i>Détails de paiement (par exemple, informations bancaires, informations sur les offres, relevés de facturation)</i></p> <p><i>Données de l'appareil (par ex., identifiant publicitaire, identifiants de cookies, adresse IP)</i></p> <p><i>Contact avec Groupon (par exemple, enregistrements d'appels, messages instantanés, contenu généré par les utilisateurs des commerçants)</i></p> <p><i>Détails du compte (par exemple, historique des offres, informations agrégées)</i></p> <p><i>Données analytiques (par exemple, clics sur des offres particulières, interaction avec les notifications)</i></p> <p><i>Données de géolocalisation (par exemple, latitude et longitude, adresse, code postal)</i></p>	<p><i>Australie</i></p> <p><i>Inde</i></p> <p><i>Émirats Arabes Unis</i></p> <p><i>États-Unis</i></p>
<p><u>En ce qui concerne les points de contact individuels et/ou les gestionnaires de relations au sein des fournisseurs et vendeurs actuels, anciens et potentiels (les « Vendeurs ») :</u></p>	<p><i>Gestion des relations avec les vendeurs</i></p> <p><i>Gestion des besoins quotidiens de l'entreprise</i></p> <p><i>Respect des obligations légales</i></p> <p><i>Résolution des litiges et exécution des accords</i></p>	<p><i>Données à caractère personnel de base (par ex. nom) ;</i></p> <p><i>Coordonnées (par ex., adresse postale, numéro de téléphone et adresse électronique) ;</i></p> <p><i>Données relatives à l'emploi (par ex. intitulé de poste, nom de l'employeur, lieu de travail).</i></p>	<p><i>Australia</i></p> <p><i>India</i></p> <p><i>United Arab Emirates</i></p> <p><i>United States</i></p>

6. **Relation entre les lois nationales et la présente Politique**

Sous réserve de la Règle 16 ci-après, les Sociétés Groupon, lorsqu'elles sont responsables du traitement ou sous-traitants des Données à caractère personnel européennes, doivent généralement se conformer à la législation locale applicable lors du traitement des Données à caractère personnel européennes.

En l'absence de législation locale applicable ou si les normes requises par la législation locale sont moins strictes ou ne répondent pas à celles énoncées dans la présente Politique, les Sociétés Groupon doivent traiter les Données à caractère personnel européennes conformément à la présente Politique. Lorsque la législation locale applicable exige un niveau de protection des données à caractère personnel européennes plus élevé que celui prévu par la présente Politique, le niveau de protection le plus élevé prévaudra sur la présente Politique et devra être appliqué au traitement des Données à caractère personnel européennes.

7. **Engagement à l'égard de la Politique**

Chaque Société Groupon traitant des Données à caractère personnel européennes en tant que responsable du traitement (qu'elle agisse en tant qu'Entité exportatrice ou Entité importatrice) doit se conformer à toutes les Règles de la présente Politique et les respecter et s'assurer que ses employés respectifs soient tenus de respecter les exigences de la présente Politique.

Lorsqu'une Société Groupon traite des Données à caractère personnel européennes en tant que sous-traitant pour le compte d'une autre Société Groupon, elle doit se conformer aux Règles de la présente Politique et les respecter et s'assurer que ses employés respectifs soient tenus de respecter les exigences de la présente Politique, dans la mesure où lesdites Règles énoncées dans la présente Politique s'appliquent au traitement.

8. **Les Règles**

Les Règles énoncées dans la Partie 2 de la présente Politique sont divisées en trois sections :

1. **La Section A – Principes et droits en matière de protection des données** traite des principes généraux de protection des données que les Sociétés Groupon doivent respecter lors du traitement de Données à caractère personnel européennes.
2. **La Section B – Responsabilité et conformité pratique** traite des engagements pratiques et des processus spécifiques des Sociétés Groupon envers les Autorités de contrôle européennes en ce qui concerne les Données à caractère personnel européennes.
3. **La Section C – Droits des tiers bénéficiaires pour les Données à caractère personnel européennes** décrit les droits des tiers bénéficiaires qui sont accordés aux personnes concernées en ce qui concerne les Données à caractère personnel européennes.

PARTIE 2 - LES REGLES

SECTION A : PRINCIPES ET DROITS EN MATIERE DE PROTECTION DES DONNEES

REGLE 1 – TRANSPARENCE ET EQUITE

Règle 1 – Les Sociétés Groupon informeront les personnes concernées de la manière dont les données à caractère personnel européennes seront traitées et de l'existence de la présente Politique.

Groupon veillera à ce que les personnes concernées puissent accéder à une copie complète de la présente Politique sur ses sites Web et applications mobiles, à l'adresse www.groupon.ie/legal/bcr.

Les Sociétés Groupon s'assurent, lorsqu'elles sont responsables du traitement de Données à caractère personnel européennes, que les personnes concernées soient informées de manière concise, transparente, intelligible et facilement accessible, en des termes clairs et simples, de la façon dont leurs Données à caractère personnel européennes seront utilisées. Les Sociétés Groupon fournissent à ces personnes concernées au moins toutes les informations requises par les Lois européennes sur la protection des données, y compris :

- Le **nom et les coordonnées du responsable du traitement**, (le cas échéant) du représentant du responsable du traitement en Europe, et les coordonnées du délégué à la protection des données (DPD) ;
- Les **finalités** pour lesquelles les Données à caractère personnel européennes seront traitées ;
- La **base légale** sur laquelle les Données à caractère personnel européennes seront traitées conformément à la Règle 2 de la présente Politique. Lorsque cette base légale est l'intérêt légitime du responsable du traitement, l'**intérêt légitime particulier** sur lequel il se fonde pour traiter les Données à caractère personnel européennes sera identifié ;
- les **destinataires ou catégories de destinataires** des Données à caractère personnel européennes ;
- les **garanties** mises en place pour protéger les Données à caractère personnel européennes lorsqu'elles sont **transférées au niveau international** et la manière d'obtenir une copie de ces garanties. Dans le cas de transferts de Données à caractère personnel européennes entre une Entité exportatrice et une Entité importatrice sur la base de la présente Politique, les informations fournies comprendront la référence à la présente Politique ; les modalités d'accès à celle-ci ; les informations sur les droits des tiers bénéficiaires des personnes concernées en ce qui concerne le traitement de leurs données à caractère personnel et sur les moyens d'exercer ces droits ; la clause relative à la responsabilité en vertu de la Politique et les clauses relatives aux principes de protection des données ;
- la **durée de conservation des Données à caractère personnel européennes**, ou les critères appliqués pour la calculer ;
- les **droits des personnes concernées** en ce qui concerne les Données à caractère personnel européennes, à savoir : l'accès, la rectification, l'effacement, la limitation, l'opposition au traitement des Données à caractère personnel européennes la portabilité des données ; lorsque le traitement est fondé sur le consentement, le droit de révoquer le

consentement et de déposer une réclamation auprès d'une Autorité de contrôle compétente ;

- **si la fourniture des Données à caractère personnel européennes est une exigence légale ou contractuelle**, ou une exigence nécessaire à la conclusion d'un contrat, et si la personne concernée est tenue de fournir les Données à caractère personnel et les conséquences du manquement à fournir les Données à caractère personnel européennes dans de telles circonstances ;
- **la source et les catégories de Données à caractère personnel européennes** qui sont reçues d'une source autre que la personne concernée elle-même ; et
- Au moins lorsque la législation européenne sur la protection des données l'exige, **les détails sur l'utilisation des Données à caractère personnel européennes pour la prise de décision automatisée**, la logique impliquée, ainsi que l'importance et les conséquences envisagées du traitement.

Les Sociétés Groupon fourniront ces informations **au moment où les Données à caractère personnel européennes seront obtenues** par les Sociétés Groupon ou, lorsque les Sociétés Groupon obtiendront des Données à caractère personnel européennes auprès d'une source autre que la personne concernée, **dans un délai autrement autorisé par les Lois européennes sur la protection des données** (c.-à-d. (a) dans un délai raisonnable à compter de l'obtention des Données à caractère personnel européennes et au plus tard dans un délai d'un mois ; (b) si les données à caractère personnel doivent être utilisées pour communiquer avec la personne concernée, au plus tard au moment de la première communication avec la personne concernée ; ou (c) si une divulgation à un autre destinataire est envisagée, au plus tard au moment de la première divulgation des données à caractère personnel).

Lorsque, conformément à la Règle 3, une Société Groupon a l'intention de traiter ultérieurement des données à caractère personnel européennes à des fins autres que celles pour lesquelles elles ont été initialement collectées, la Société Groupon fournira à la personne concernée, avant le début du traitement ultérieur, des informations sur cette autre finalité et toute autre information pertinente comme décrit ci-dessus.

Les Sociétés Groupon respecteront la présente Règle 1 à moins qu'il n'existe un motif légitime de ne pas le faire en vertu de la législation de l'Union européenne ou d'un État membre (par exemple, lorsque la non-fourniture d'informations est nécessaire pour sauvegarder la sécurité ou la défense nationale, pour la prévention ou la détection de la criminalité, à des fins fiscales, dans le cadre de procédures judiciaires, lorsque le traitement a lieu pour protéger les intérêts vitaux de la personne concernée, ou lorsque la législation européenne applicable l'autorise autrement).

REGLE 2 – LEGALITE

Règle 2 – Les Sociétés Groupon disposeront d'une base légale pour le traitement des Données à caractère personnel européennes.

Les Sociétés Groupon, lorsqu'elles sont responsables du traitement de Données à caractère personnel européennes, veilleront, pour chaque finalité pour laquelle elles traitent des Données à caractère personnel européennes, à disposer d'une base légale pour le traitement de ces dernières en vertu des Lois européennes sur la protection des données. En particulier, sauf autorisation ou exigence contraire en vertu de dispositions spécifiques d'une loi particulière de l'Union européenne ou d'un État membre, les Sociétés Groupon ne traiteront les Données à caractère personnel européennes que si :

- la personne concernée a donné son **consentement** au traitement de ses Données à caractère personnel européennes et ce consentement répond aux normes requises par les Lois européennes sur la protection des données ;
- le traitement est **nécessaire à l'exécution d'un contrat** auquel la personne concernée est partie, ou afin de prendre des mesures à la demande de la personne concernée avant de conclure un contrat ;
- le traitement est **nécessaire au respect d'une obligation légale** à laquelle la Société Groupon est soumise lorsque cette obligation légale découle du droit européen ou du droit d'un État membre de l'Union européenne ;
- le traitement est **nécessaire à la sauvegarde des intérêts vitaux** de la personne concernée ou d'une autre personne ; ou
- le traitement est **nécessaire aux fins des intérêts légitimes d'une Société Groupon ou d'un tiers**, sauf lorsque ces intérêts sont supplantés par les intérêts ou les droits et libertés fondamentaux de la personne concernée.

Lorsque le traitement des données à caractère personnel européennes concerne des condamnations pénales et des infractions ou des mesures de sécurité connexes, une Société Groupon n'effectuera pas ce traitement, sauf sous le contrôle d'une autorité officielle ou lorsque le traitement est autorisé par les lois de l'Union européenne ou d'un État membre qui offrent des garanties appropriées pour les droits et libertés des personnes concernées.

REGLE 3 – LIMITATION DES FINALITES

Règle 3 – Les Sociétés Groupon ne traiteront les Données à caractère personnel européennes pour une finalité différente ou nouvelle que si cette finalité est compatible avec la finalité pour laquelle les Données à caractère personnel européennes ont été initialement recueillies.

Les Sociétés Groupon, lorsqu'elles sont responsables du traitement de Données à caractère personnel européennes, ne traiteront les Données à caractère personnel européennes qu'à des fins **déterminées, explicites et légitimes**.

Si les Sociétés Groupon souhaitent traiter des données à caractère personnel européennes à des fins différentes ou nouvelles de celles notifiées aux personnes concernées, elles ne traiteront pas davantage ces informations d'une manière incompatible avec la finalité pour laquelle elles ont été collectées. Pour déterminer si le traitement à une autre fin est compatible avec la finalité pour laquelle les Données à caractère personnel européennes ont été initialement collectées, les Sociétés Groupon prendront en compte les facteurs suivants :

- Tout lien entre les finalités pour lesquelles les Données à caractère personnel européennes ont été collectées et les finalités du traitement ultérieur envisagé ;
- Le contexte dans lequel les Données à caractère personnel européennes ont été collectées, en particulier concernant la relation entre les personnes concernées et le responsable du traitement ;
- La nature des Données à caractère personnel européennes, en particulier si des catégories particulières de données à caractère personnel ou des données à caractère personnel relatives à des condamnations pénales et aux infractions sont traitées ;
- Les conséquences possibles du traitement ultérieur envisagé pour les personnes concernées ; et/ou

- L'existence de garanties appropriées, qui peuvent inclure le cryptage ou la pseudonymisation.

Si les Sociétés Groupon ne sont pas convaincues que le traitement est compatible avec le traitement initial, le **consentement** de la personne concernée sera requis, à moins que le traitement ne soit fondé sur le droit de l'Union européenne ou d'un État membre qui constitue une mesure nécessaire et proportionnée dans une société démocratique pour sauvegarder des objectifs importants d'intérêt public général.

Lorsque les Sociétés Groupon ont l'intention de traiter ultérieurement des données à caractère personnel européennes à des fins autres que celles pour lesquelles les données à caractère personnel européennes ont été collectées, les Sociétés Groupon fourniront aux personnes, avant ce traitement ultérieur, des informations sur ces autres finalités et toutes les informations pertinentes visées à la Règle 1 ci-avant.

REGLE 4 – MINIMISATION DES DONNEES

Règle 4 – Les Sociétés Groupon traiteront uniquement les Données à caractère personnel européennes qui sont adéquates, pertinentes et limitées à ce qui est nécessaire aux finalités pour lesquelles elles sont traitées.

Les Sociétés Groupon, lorsqu'elles sont responsables du traitement de données à caractère personnel européennes, traiteront la **quantité minimale de données à caractère personnel européennes qui est nécessaire** afin d'atteindre correctement le ou les objectifs pour lesquels elles sont traitées.

REGLE 5 – EXACTITUDE

Règle 5 – Les Sociétés Groupon veilleront à conserver des Données à caractère personnel européennes exactes.

Afin de veiller à ce que les Données à caractère personnel européennes détenues par les Sociétés Groupon soient **exactes et à jour**, les Sociétés Groupon **encourageront activement les personnes concernées à informer les Sociétés Groupon** avec lesquelles elles interagissent lorsque ces Données à caractère personnel européennes évoluent. Compte tenu des finalités pour lesquelles les Données à caractère personnel européennes sont traitées, les Sociétés Groupon, lorsqu'elles sont responsables du traitement de ces dernières, prendront toutes les mesures raisonnables pour s'assurer que les Données à caractère personnel européennes inexactes soient effacées ou rectifiées dans les meilleurs délais.

L'une des façons, pour les Sociétés Groupon, de s'assurer qu'elles conservent des données à caractère personnel exactes (y compris en ce qui concerne les mises à jour ou les modifications des données à caractère personnel qui ont déjà été transférées) est de stocker les Données à caractère personnel européennes de manière centralisée dans des bases de données tenues et accessibles par toutes les Sociétés Groupon concernées, selon leurs besoins. Par exemple, si une personne concernée informe Groupon en France d'un changement de son adresse électronique de contact pour son compte Groupon en France, ce changement sera enregistré dans une base de données centrale et sera immédiatement accessible aux Sociétés Groupon concernées. En outre, les paramètres du compte permettent aux clients de se connecter et de mettre à jour leurs propres informations.

REGLE 6 – PERIODES DE STOCKAGE LIMITEES

Règle 6 – Les Sociétés Groupon ne conserveront les Données à caractère personnel européennes que pendant la durée nécessaire aux finalités pour lesquelles elles sont recueillies et traitées.

Les Sociétés Groupon, lorsqu'elles sont responsables du traitement des données à caractère personnel européennes, se conformeront à leurs politiques et calendriers respectifs de conservation des données tels que revus et mis à jour de temps à autre pour veiller à ce que les Données à caractère personnel européennes soient conservées sous une forme permettant d'identifier les personnes concernées pendant une durée n'excédant pas celle nécessaire aux finalités pour lesquelles les Données à caractère personnel européennes sont traitées.

Les Sociétés Groupon veilleront à ne conserver les Données à caractère personnel européennes que pendant la durée nécessaire en les stockant de manière centralisée dans des bases de données auxquelles toutes les Sociétés Groupon concernées ont accès et qu'elles tiennent à jour, le cas échéant. Par exemple, en ce qui concerne les données des clients, chaque Société Groupon sera chargée de fixer ses propres périodes de conservation des données en fonction des directives-cadres émises au niveau mondial au sein des Sociétés Groupon. Lorsque des Données à caractère personnel européennes sont supprimées par une Société Groupon conformément à ses politiques et calendriers respectifs de conservation des données, alors ces Données à caractère personnel européennes ne seront plus accessibles par les autres Sociétés Groupon dans la base de données centrale concernée.

REGLE 7 – DONNEES DE CATEGORIE SPECIALE

Règle 7 – Les Sociétés Groupon ne traiteront pas de catégories particulières de données à caractère personnel à moins qu'une dérogation à l'interdiction de traiter ces catégories particulières de données à caractère personnel en vertu des Lois européennes sur la protection des données ne s'applique.

Les Sociétés Groupon, lorsqu'elles sont responsables du traitement de Données à caractère personnel européennes, ne traiteront les Données à caractère personnel européennes relatives à l'origine raciale ou ethnique, aux opinions politiques, aux croyances religieuses ou philosophiques, à l'appartenance syndicale, à la santé, à la vie sexuelle ou à l'orientation sexuelle d'une personne physique, et aux données génétiques ou biométriques d'une personne concernée que dans le but de l'identifier de manière unique lorsque les Lois européennes sur la protection des données l'autorisent. Ce traitement n'est autorisé que pour certains motifs, les suivants étant les plus pertinents pour le traitement effectué par les Sociétés Groupon :

- la personne concernée a donné son **consentement explicite** au traitement ;
- le traitement est **nécessaire à l'exécution des obligations et à l'exercice des droits spécifiques des Sociétés Groupon ou de la personne concernée dans le domaine de l'emploi, de la sécurité sociale et de la protection sociale** dans la mesure où il est autorisé par les Lois européennes sur la protection des données ou par une convention collective en vertu des Lois européennes sur la protection des données prévoyant des garanties appropriées pour les droits fondamentaux et les intérêts de la personne concernée ;

- le traitement porte sur des données à caractère personnel qui sont manifestement rendues publiques par la personne concernée ;
- le traitement est **nécessaire à la constitution, à l'exercice ou à la défense de droits en justice** ; ou
- le **traitement est nécessaire pour des raisons d'intérêt public substantiel** sur la base du droit européen ou du droit d'un État membre, à condition qu'il soit proportionné à l'objectif poursuivi, qu'il respecte l'essence de la protection des données et qu'il prévoit des mesures appropriées et spécifiques pour protéger les droits et intérêts fondamentaux de la personne concernée.

REGLE 8 – SECURITE

Règle 8A – Les Sociétés Groupon assureront la sécurité des Données à caractère personnel européennes.

Compte tenu de l'état des connaissances, des coûts de mise en œuvre et de la nature, de la portée, du contexte et des finalités du traitement, ainsi que du risque de probabilité et de gravité variables pour les droits et libertés des personnes concernées, les Sociétés Groupon, lorsqu'elles sont responsables du traitement ou sous-traitants des données à caractère personnel européennes, mettront en œuvre **des mesures techniques et organisationnelles appropriées pour protéger les Données à caractère personnel européennes contre** tout(e) destruction accidentelle ou illégale, perte, altération, divulgation ou accès non autorisé, en particulier lorsque le traitement implique la transmission de Données à caractère personnel européennes sur un réseau, et contre toute autre forme illégale de traitement. Les **Sociétés Groupon se conformeront aux politiques de sécurité de Groupon** en place au sein de Groupon telles que revues et mises à jour de temps à autre, ainsi qu'à toute autre procédure de sécurité pertinente pour son domaine d'activité.

Règle 8B – Les Sociétés Groupon respecteront les politiques de Groupon en matière de signalement des violations.

En cas de violation de données à caractère personnel impliquant des Données à caractère personnel européennes, les Sociétés Groupon, lorsqu'elles sont responsables du traitement ou sous-traitantes des Données à caractère personnel européennes, doivent respecter leurs **politiques respectives de notification des violations de données à caractère personnel** (telles que revues et mises à jour de temps à autre). Ces politiques définissent les processus que les Sociétés Groupon doivent suivre, conformément aux Lois européennes sur la protection des données, pour :

- **notifier à Groupon International Limited, dans les meilleurs délais**, toute violation de données à caractère personnel ;
- **notifier le DPD, dans les meilleurs délais**, de toute violation de données à caractère personnel ;
- notifier à la Société Groupon agissant en tant que Responsable du traitement, dans les meilleurs délais, toute violation de Données à caractère personnel lorsqu'une Société Groupon agissant en tant que Sous-traitant prend connaissance d'une violation de Données à caractère personnel ;

- **notifier l’Autorité de contrôle compétente** d’une violation de données à caractère personnel impliquant des Données à caractère personnel européennes, dans un délai raisonnable et, dans la mesure du possible, au plus tard 72 heures après avoir pris connaissance de la violation de données à caractère personnel, sauf si cette violation de données à caractère personnel est peu susceptible d’entraîner un risque pour les droits et libertés des personnes physiques ;
- **notifier aux personnes concernées, sans délai injustifié**, d’une violation de données à caractère personnel impliquant des Données à caractère personnel européennes lorsque cette violation est **susceptible d’entraîner un risque élevé** pour les droits et libertés des personnes concernées, sauf si cette notification n’est pas requise en vertu des Lois européennes sur la protection des données ; et
- **tenir un registre documenté** de toute violation de données à caractère personnel impliquant des Données à caractère personnel européennes, comprenant au moins une description des faits relatifs à une violation de données à caractère personnel, ses effets et les mesures correctives qui ont été ou seront prises. Cette documentation sera mise à la disposition des Autorités de contrôle sur demande.

Règle 8C – Les Sociétés Groupon veilleront à ce que les Sociétés Groupon et/ou les tiers agissant en tant que prestataires de services ou sous-traitants préservent la sécurité des Données à caractère personnel européennes.

Les Sociétés Groupon qui désignent une Société Groupon ou un tiers en tant que sous-traitant pour traiter les Données à caractère personnel européennes, lorsqu’elles sont responsables du traitement ou sous-traitantes, s’engagent à se conformer aux **processus de diligence raisonnable de Groupon** pour la sélection du sous-traitant afin de s’assurer que le sous-traitant puisse offrir des garanties suffisantes, qu’il mettra en œuvre des mesures techniques et organisationnelles de manière à ce que **le traitement réponde aux exigences de la présente Politique et des Lois européennes sur la protection des données**, et qu’il assure la protection des droits des personnes concernées.

Les Sociétés Groupon imposeront par écrit au sous-traitant **des obligations contractuelles** requises par les Lois européennes sur la protection des données. Ces obligations contractuelles définiront en détail l’objet et la durée du traitement, sa nature et sa finalité, le type de données à caractère personnel et les catégories de personnes concernées, ainsi que les obligations et droits du responsable du traitement, et veilleront à ce que ces prestataires de services :

- agissent uniquement sur les instructions de la Société Groupon lors du traitement des données, y compris en ce qui concerne les transferts de ces données vers un Pays tiers ou une organisation internationale, sauf si la législation de l’Union européenne ou d’un État membre à laquelle le sous-traitant est soumis l’exige ; dans ce cas, le sous-traitant informera le responsable du traitement de cette exigence légale avant le traitement, sauf si la loi l’interdit pour des motifs importants d’intérêt public ;
- veillent à ce que les personnes autorisées à traiter les Données à caractère personnel européennes se soient engagées à respecter la confidentialité ou sont soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
- en tenant compte de la nature du traitement et dans la mesure du possible, aident la Société Groupon dans le cadre de l’exécution de leurs obligations, à savoir : i) répondre aux demandes des personnes physiques relatives à leurs droits en vertu du droit européen sur

la protection des données ; et ii) concernant la sécurité du traitement, le signalement des violations de données à caractère personnel et les exigences pour réaliser des analyses d'impact sur la protection des données et pour une consultation préalable avec les autorités de contrôle ;

- respectent les instructions de la Société Groupon concernant la désignation de sous-traitants ultérieurs et, en particulier, ne pas engager un autre sous-traitant sans l'autorisation écrite préalable spécifique ou générale de la Société Groupon, et dans le cas d'une autorisation écrite générale, d'informer la Société Groupon de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants, donnant ainsi au responsable du traitement la possibilité de s'opposer à ces changements ;
- lorsque le sous-traitant engage un sous-traitant secondaire pour mener des activités de traitement spécifiques au nom de la société Groupon, incluent les mêmes obligations en matière de protection des données que celles énoncées dans le contrat avec le sous-traitant, en particulier l'obligation d'offrir des garanties suffisantes pour mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences de la loi européenne sur la protection des données. Si le sous-traitant secondaire ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le sous-traitant principal demeurera entièrement responsable envers la Société Groupon de l'exécution des obligations du sous-traitant secondaire
- suppriment ou restituent, au choix de la Société Groupon, toutes les Données à caractère personnel européennes traitées pour le compte de la Société Groupon à la Société Groupon après la fin de la prestation de services du prestataire de services ;
- mettent à la disposition de la Société Groupon les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations du prestataire de services en vertu de son contrat avec la Société Groupon, et permettent et contribuent aux audits menés par la Société Groupon ou un autre auditeur désigné par la Société Groupon, et y contribuer ; et
- mettent en place des mesures de sécurité techniques et organisationnelles appropriées pour protéger les Données à caractère personnel européennes traitées pour le compte de la Société Groupon.

Lorsqu'une Société Groupon traite des Données à caractère personnel européennes en tant que sous-traitant pour le compte d'une autre Société Groupon, l'objet et la durée du traitement, la nature et la finalité du traitement, les types de Données à caractère personnel européennes et les catégories de Personnes concernées seront énoncés dans un document convenu entre les parties, essentiellement sous la forme décrite à l'Annexe 6.

REGLE 9 – TRANSFERTS ET TRANSFERTS ULTERIEURS

Règle 9 – Les Sociétés Groupon ne transféreront les Données à caractère personnel européennes vers un Pays tiers à un tiers agissant en tant que responsable du traitement ou sous-traitant que si une protection suffisante est garantie.

Les Sociétés Groupon n'effectueront pas de transferts de Données à caractère personnel européennes qui font l'objet d'un traitement ou qui sont destinées à être traitées par un tiers dans un Pays tiers, sauf si :

- des **garanties appropriées** sont fournies pour les Données à caractère personnel européennes, par exemple par la signature de **clauses contractuelles** types approuvées par la Commission européenne ; ou
- cela est autrement autorisé par la Loi européenne sur la protection des données, y compris lorsque :
 - la personne concernée a **explicitement consenti** au transfert proposé, après avoir été informée des risques possibles en raison de l'absence de constatation du caractère adéquat et d'autres garanties appropriées ;
 - le transfert est **nécessaire à l'exécution d'un contrat** entre la personne concernée et le responsable du traitement ou à la mise en œuvre de mesures précontractuelles prises à la demande de la personne concernée ;
 - **le transfert est nécessaire à la conclusion ou à l'exécution d'un contrat conclu dans l'intérêt de la personne concernée** ;
 - le transfert est nécessaire à **la constitution, à l'exercice ou à la défense de droits en justice** ; ou
 - le transfert est requis en vertu d'un jugement d'une juridiction ou d'une décision d'une Autorité administrative d'un Pays tiers et cette exigence est reconnue ou exécutoire en vertu d'un accord international en vigueur entre la partie tierce requérante et l'État membre européen concerné.

REGLE 10 – DROITS DES PERSONNES CONCERNEES

Règle 10 – Les Sociétés Groupon respecteront, lorsque les Lois européennes sur la protection des données l'exigent, les droits des personnes concernées en ce qui concerne leurs Données à caractère personnel européennes.

Sur demande, les personnes concernées dont les données à caractère personnel sont traitées en vertu de la présente Politique ont le droit, dans certaines circonstances prévues par la Loi européenne sur la protection des données, de faire ce qui suit :

- recevoir des informations concernant la collecte et le traitement de leurs Données à caractère personnel européennes (comme décrit plus en détail dans la Règle 1) ;
- demander à accéder à leurs Données à caractère personnel européennes ou à les rectifier, les compléter, les effacer ou les restreindre, le cas échéant, et recevoir une notification concernant cette rectification, cet effacement ou cette restriction ;
- exercer leur droit à la portabilité des données en ce qui concerne leurs Données à caractère personnel européennes ; et/ou
- s'opposer au traitement de leurs Données à caractère personnel européennes, y compris au traitement à des fins de marketing direct et au profilage dans la mesure où il est lié à un tel marketing.

Les Sociétés Groupon qui sont responsables du traitement des Données à caractère personnel européennes respecteront leurs procédures pour honorer les droits des personnes concernées par

les Données à caractère personnel européennes, et traiteront ces demandes conformément aux Lois européennes sur la protection des données.

En outre, les Lois européennes sur la protection des données exigent qu'un responsable du traitement ne puisse pas procéder à une évaluation d'une personne concernée ou prendre une décision qui l'affecte de manière significative en se fondant uniquement sur le traitement automatisé des Données à caractère personnel européennes de cette personne, sauf dans les circonstances prescrites par la Loi européenne sur la protection des données. Lorsque les circonstances permettent une telle prise de décision automatisée, les sociétés Groupon, en tant que responsables du traitement des Données à caractère personnel européennes, mettront en place des mesures pour protéger les droits et libertés et les intérêts légitimes des personnes concernées. Ces mesures incluront au moins le droit d'obtenir une intervention humaine de la part des Sociétés Groupon, le droit pour la personne concernée d'exprimer son point de vue et le droit de contester la décision.

PARTIE B : RESPONSABILITE ET CONFORMITE PRATIQUE

REGLE 11 – OBLIGATIONS DE RENDRE COMPTE

Règle 11A – Les Sociétés Groupon disposeront du personnel et du soutien appropriés pour mettre en œuvre et superviser la conformité à la présente Politique.

Chaque Société Groupon agissant en tant que responsable du traitement des Données à caractère personnel européennes est responsable de la présente politique et doit être en mesure de démontrer qu'elle est respectée.

Groupon dispose d'une **fonction mondiale de protection des données**, qui est supervisée par le Bureau de protection des données de Groupon (« **Bureau de protection des données** »). Le Bureau de la protection des données est composé de divers responsables de l'entreprise issus des services juridique, technique, des ressources humaines, de la sécurité de l'information et des opérations mondiales de Groupon, ainsi que du Délégué à la protection des données (DPD).

Le service juridique de Groupon gère le fonctionnement quotidien du Bureau de la protection de la vie privée et consulte le DPD en cas de besoin, ainsi que d'autres dirigeants de différentes branches de l'entreprise si nécessaire. Le DPD a été nommé sur la base de ses qualités professionnelles et, en particulier, de sa connaissance de la législation et des pratiques européennes en matière de protection des données. Le DPD a un libre recours au directeur juridique de Groupon, qui est un dirigeant de Groupon, Inc. Le DPD rend compte directement au plus haut niveau de direction de Groupon et peut l'informer de toute question ou de tout problème survenant dans l'exercice de ses fonctions de DPD. Le DPD doit publier ses coordonnées sur les sites web de Groupon.

Le DPD n'est pas responsable au premier chef des tâches susceptibles d'entraîner un conflit d'intérêt. Il peut s'agir de la réalisation d'analyses d'impact sur la protection des données en vertu de la Règle 11C, d'analyses d'impact sur le transfert de données en vertu de la Règle 16A ou d'audits de conformité en vertu de la Règle 13. Toutefois, nonobstant ce qui précède, il est recommandé aux personnes chargées de ces tâches de demander l'avis du DPD.

Les employés intéressés sont également nommés champions de la protection des données au sein des sociétés Groupon, et contribuent à garantir que les évaluations de Groupon concernant les nouvelles activités de traitement impliquant des Données à caractère personnel européennes soient menées à bien.

Règle 11B – Les Sociétés Groupon tiendront un registre écrit (sous forme électronique) de leurs catégories d'activités de traitement impliquant des Données à caractère personnel européennes et mettront ce registre à la disposition des Autorités de contrôle compétentes sur demande.

Groupon tient des **registres écrits (sous forme électronique) des activités de traitement pertinentes pour le traitement des Données à caractère personnel européennes par chaque Société Groupon.**

Les dossiers de traitement des données conservés par les Sociétés Groupon contiendront :

- le nom et les coordonnées de la Société Groupon et, le cas échéant, du responsable conjoint du traitement, du représentant du responsable conjoint du traitement et du Délégué à la protection des données ;
- les finalités pour lesquelles les Données à caractère personnel européennes sont traitées ;
- une description des catégories de personnes au sujet desquelles les Données à caractère personnel européennes sont traitées et les Données à caractère personnel européennes traitées ;
- les catégories de destinataires auxquels les Données à caractère personnel européennes ont été ou seront divulguées, y compris les destinataires dans des pays tiers ou des organisations internationales ;
- les détails du ou des Pays tiers vers lesquels les Données à caractère personnel européennes sont transférées, **y compris l'identification de ce Pays tiers ou de cette organisation internationale et la preuve des garanties appropriées en cas de transferts autorisés** si le transfert n'est pas répétitif, ne concerne qu'un nombre limité de Personnes concernées, est nécessaire aux fins d'intérêts légitimes impérieux poursuivis par la Société Groupon agissant en tant que Responsable du traitement des Données à caractère personnel européennes concernées, qui ne sont pas supplantés par les intérêts ou les droits et libertés de la Personne concernée, et si la Société Groupon agissant en tant que Responsable du traitement des Données à caractère personnel européennes concernées a évalué toutes les circonstances entourant le transfert (et a, sur la base de cette évaluation, fournit des garanties appropriées en ce qui concerne la protection des Données à caractère personnel européennes concernées) ;
- dans la mesure du possible, la période pendant laquelle les Données à caractère personnel européennes seront conservées ; et
- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles utilisées pour protéger les Données à caractère personnel européennes.

Ces dossiers seront mis à la disposition des Autorités de contrôle compétentes sur demande. Ces registres des activités de traitement par les Sociétés Groupon contiendront les informations requises par les Lois européennes sur la protection des données.

Règle 11C – Les Sociétés Groupon effectueront des analyses d'impact sur la protection des données pour les traitements à haut risque impliquant des Données à caractère personnel européennes et consulteront une Autorité de contrôle compétente si nécessaire.

Les Sociétés Groupon, lorsqu'elles sont responsables du traitement de Données à caractère personnel européennes, **évaluent les nouvelles activités de traitement qui impliquent des Données à caractère personnel européennes**, en tenant compte de la nature, de la portée, du contexte et des finalités du traitement. Lorsque de telles activités de traitement sont susceptibles d'entraîner un risque élevé pour les droits et libertés des personnes physiques, les Sociétés Groupon effectueront des **analyses d'impact sur la protection des données** conformément à leurs politiques d'analyse d'impact sur la protection des données.

Lorsque de telles analyses d'impact sur la protection des données indiquent que le traitement entraînerait un risque résiduel élevé en l'absence de mesures prises par la société Groupon pour atténuer le risque, les Sociétés Groupon, lorsqu'elles contrôlent des Données à caractère

personnel européennes, consulteront l'Autorité de contrôle compétente avant de procéder au traitement.

Règle 11D – Les Sociétés Groupon mettront en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées pour permettre et faciliter le respect de la présente Politique dans la pratique.

En tenant compte de l'état des connaissances, du coût de mise en œuvre et de la portée, de la nature, du contexte et des finalités du traitement, les Sociétés Groupon mettront en œuvre, au moment de la détermination des moyens de traitement des Données à caractère personnel européennes et au moment du traitement lui-même, **des mesures techniques et organisationnelles appropriées conçues pour satisfaire aux principes de protection des données dès la conception et par défaut, tels qu'ils sont énoncés dans les Lois européennes sur la protection des données, et pour faciliter le respect des exigences énoncées dans la présente Politique.**

Chaque Société Groupon sera responsable du respect de la politique et sera en mesure de démontrer sa conformité avec ladite politique. Elle intégrera ces mesures dans le traitement lorsqu'elle déterminera les moyens de traitement et le moment du traitement lui-même afin de permettre la protection des Données à caractère personnel européennes traitées et de garantir que, par défaut, seules les Données à caractère personnel européennes qui sont nécessaires à chaque finalité spécifique du traitement sont traitées.

REGLE 12 – RECLAMATIONS

Règle 12 – Les Sociétés Groupon se conformeront à la Procédure de traitement des réclamations.

Les Sociétés Groupon **veilleront au respect de la Procédure de traitement des réclamations** ([Annexe 2](#)) concernant les Données à caractère personnel européennes.

REGLE 13 – AUDIT

Règle 13 – Les Sociétés Groupon se conformeront au Protocole d'audit.

Les Sociétés Groupon **veilleront au respect du Protocole d'audit** ([Annexe 3](#)) en ce qui concerne les données à caractère personnel européennes. Le présent Protocole décrit la manière dont les Sociétés Groupon seront auditées en ce qui concerne leur conformité à la présente Politique.

REGLE 14 – MODIFICATIONS

Règle 14 – Les Sociétés Groupon se conformeront à la Procédure de modification.

Les Sociétés Groupon **veilleront au respect de la Procédure de modification** ([Annexe 4](#)). La présente Procédure définit la manière dont les Sociétés Groupon signaleront et enregistreront les modifications apportées à la Politique.

Groupon International Limited informera les autorités de surveillance compétentes au moins une fois par an si aucune modification n'a été apportée.

Lors de la fourniture d'une mise à jour annuelle ou d'une notification aux autorités de surveillance, Groupon International Limited inclura un renouvellement de la confirmation qu'elle dispose de suffisamment d'actifs, ou qu'elle a pris des dispositions appropriées pour être en mesure de payer une compensation pour les dommages résultant d'une violation de cette politique.

REGLE 15 – COOPERATION AVEC LES AUTORITES DE PROTECTION DES DONNEES

Règle 15 – Les Sociétés Groupon se conformeront à la Procédure de coopération.

Les Sociétés Groupon **veilleront au respect de la Procédure de coopération** ([Annexe 5](#)). La présente Procédure définit la manière dont les Sociétés Groupon coopéreront avec les Autorités de contrôle compétentes, accepteront leurs audits et appliqueront leurs conseils sur toute question liée à la Politique.

REGLE 16 – SIGNALEMENT

Règle 16 – Les Sociétés Groupon signaleront aux autorités de contrôle compétentes toutes les exigences légales auxquelles elles sont soumises en vertu des lois d'un pays en dehors de l'Espace économique européen qui sont susceptibles d'avoir un effet négatif substantiel sur les garanties fournies en vertu de la présente Politique.

Lorsqu'une Société Groupon a des raisons de croire que la **législation qui lui est applicable l'empêche de remplir ses obligations en vertu de la présente Politique, ou a un effet substantiel sur les garanties fournies en vertu de la présente Politique**, la Société Groupon **informera rapidement l'Entité exportatrice, Groupon International Limited et le DPD**, sauf si la loi ou une autorité chargée de l'application de la loi l'interdit (par exemple, dans les cas où la Société Groupon est soumise à une interdiction en vertu du droit pénal visant à préserver la confidentialité d'une enquête menée par les forces de l'ordre).

L'Entité exportatrice, Groupon International Limited et le DPD identifieront alors rapidement les mesures supplémentaires (telles que des mesures de sécurité techniques et organisationnelles pour assurer la sûreté et la sécurité) à adopter par l'Entité exportatrice et/ou l'Entité importatrice, selon le cas, afin de leur permettre de remplir leurs obligations en vertu de la présente Politique. Cette procédure s'applique également si l'Entité exportatrice estime qu'une Entité importatrice ne peut plus remplir ses obligations au titre de la présente Politique. Lorsqu'une exigence légale à laquelle une Entité importatrice est susceptible d'avoir un effet négatif substantiel sur les garanties fournies par la présente Politique, la Société Groupon signalera ce conflit à l'Autorité de contrôle compétente.

Si l'Entité exportatrice, Groupon International Limited et le Délégué à la protection des données déterminent que la Politique ne peut pas être respectée, même avec des mesures supplémentaires, ou si l'Autorité de contrôle compétente le leur demande, l'Entité exportatrice pourra suspendre les transferts applicables de Données à caractère personnel européennes, ainsi que tous les autres transferts effectués par toute autre Société Groupon pour lesquels la même évaluation et le même raisonnement aboutiraient à un résultat similaire. Ces transferts ne reprendront que lorsque le respect de la Politique sera assuré.

Groupon International Limited et le DPD informeront les Sociétés Groupon de toutes les évaluations effectuées pour déterminer les mesures supplémentaires comme indiqué ci-dessus, de sorte que ces mesures puissent être (et seront) appliquées par les Sociétés Groupon en relation avec des transferts du même type. De même, si des mesures supplémentaires efficaces n'ont pas pu être mises en place, les sociétés Groupon en seront informées et les transferts concernés seront suspendus ou terminés.

Les Entités exportatrices surveilleront en permanence, et le cas échéant en collaboration avec les Entités importatrices, les développements dans les Pays tiers vers lesquels les Entités exportatrices ont transféré des Données à caractère personnel européennes, qui pourraient affecter l'évaluation initiale du niveau de protection et les décisions prises en conséquence sur ces transferts.

De même, (et en plus des autres obligations de l'Entité importatrice décrites ci-dessus dans la présente Règle 16), lorsqu'une Entité importatrice reçoit une demande juridiquement contraignante de divulgation de Données à caractère personnel européennes de la part d'une autorité chargée de l'application de la loi, d'un organisme de sécurité de l'État ou d'un autre organisme public, l'Entité importatrice, sauf interdiction contraire, en informera l'Entité exportatrice et, si possible, la Personne concernée (avec l'aide de l'Entité exportatrice, si nécessaire). Elle fournira des informations sur les Données à caractère personnel européennes demandées, l'organisme demandeur, la base juridique de la divulgation et la réponse apportée. L'Entité importatrice notifie également, sauf interdiction contraire, à l'Entité exportatrice et, si possible, à la Personne concernée (avec l'assistance de l'Entité exportatrice, si nécessaire) si elle a connaissance d'un accès direct par une Autorité chargée de l'application de la loi, un service de sécurité de l'État ou un autre organisme public aux Données à caractère personnel européennes transférées en vertu de la présente Politique, conformément à la législation du Pays de destination. Cette notification comprendra toutes les informations dont dispose l'Entité importatrice concernant cet accès. Si l'un ou l'autre des types de notification mentionnés dans le présent paragraphe est interdit, l'Entité importatrice fera tout ce qui est en son pouvoir pour obtenir le droit de déroger à l'interdiction afin de communiquer le plus d'informations possible et le plus tôt possible, et documentera ses meilleurs efforts afin de pouvoir démontrer qu'il a agi de la sorte.

L'Entité importatrice fournit chaque année à l'Entité exportatrice autant d'informations pertinentes que possible sur les demandes qu'elle a reçues au cours des douze (12) mois précédents (y compris, par exemple et dans la mesure du possible, le nombre de demandes de divulgation, le type de Données à caractère personnel demandées, le demandeur, si les demandes ont été contestées et l'issue de cette contestation). Si l'Entité importatrice est ou devient partiellement ou totalement empêchée de fournir à l'Entité exportatrice les informations susmentionnées, elle en informe l'Entité exportatrice dans les meilleurs délais. Les catégories d'informations susmentionnées sont conservées aussi longtemps que les Données à caractère personnel européennes concernées sont soumises aux garanties prévues par la présente Politique et sont mises à la disposition de toute Autorité de contrôle compétente qui en fait la demande.

•

L'Entité importatrice examinera la légalité de toute demande de divulgation, y compris la question de savoir si elle reste dans les limites des pouvoirs accordés à l'Autorité chargée de l'application de la loi, à la sécurité de l'État ou à un autre organisme public demandeur, et contestera la demande après une évaluation minutieuse, si elle conclut qu'il y a des motifs raisonnables de considérer que la demande est illégale en vertu des lois du pays de destination, des obligations applicables en vertu du droit international et des principes de la courtoisie internationale. L'Entité importatrice poursuit, dans les mêmes conditions, les possibilités de recours. Lorsqu'elle conteste une demande, l'Entité importatrice cherche à obtenir des mesures provisoires en vue de suspendre le ou les effets de la demande jusqu'à ce que l'autorité judiciaire compétente ait statué sur son bien-fondé. Elle ne divulgue pas les Données à caractère personnel européennes pertinentes

demandées tant qu'elle n'est pas tenue de le faire en vertu des règles de procédure applicables. L'Entité importatrice documente son évaluation juridique et toute contestation de la demande de divulgation et, dans la mesure où la législation du pays de destination le permet, met la documentation à la disposition de l'entité exportatrice et la fournit à l'Autorité de contrôle compétente sur demande.

En tout état de cause, les Entités importatrices doivent s'assurer que tous les transferts de Données à caractère personnel européennes qu'elles effectuent à une Autorité chargée de l'application de la loi ou à un organisme de sécurité de l'État ne sont pas massifs, disproportionnés ou indiscriminés d'une manière qui irait au-delà de ce qui est nécessaire dans une société démocratique. Les Entités importatrices doivent fournir le minimum d'informations autorisées lorsqu'elles répondent à une demande de divulgation, sur la base d'une interprétation raisonnable de la demande.

16A - Les Sociétés Groupon effectueront une évaluation de l'impact des transferts avant d'effectuer des transferts en vertu de la présente Politique

Les Sociétés Groupon effectueront une évaluation de l'impact du transfert pour déterminer si la législation qui leur est applicable les empêche de remplir leurs obligations en vertu de la présente Politique, ou a un effet substantiel sur les garanties fournies en vertu de la présente Politique avant d'effectuer des transferts en vertu de la présente Politique ou dans le cas où la législation pertinente est modifiée. Dans le cadre de cette évaluation, les Sociétés Groupon prendront en compte les éléments suivants :

- les circonstances propres au transfert telles que la longueur de la chaîne de traitement, le nombre d'acteurs impliqués et les canaux de transmission utilisés ; les transferts ultérieurs prévus ; le type de destinataire ; la finalité du traitement ; les catégories et le format des Données à caractère personnel européennes transférées ; le secteur économique dans lequel le transfert a lieu ; et l'emplacement de stockage des données transférées ; et
- les lois et pratiques du Pays tiers (y compris celles exigeant la divulgation de données aux autorités publiques ou autorisant l'accès de ces autorités) pertinentes à la lumière des circonstances propres au transfert, et les limitations et garanties applicables.

L'évaluation des législations et pratiques des Pays tiers se fonde sur l'idée que les législations et pratiques qui respectent l'essence des droits et libertés fondamentaux (et n'excèdent pas ce qui est nécessaire et proportionné dans une société démocratique pour sauvegarder : (i) la sécurité nationale ; (ii) la défense ; (iii) la sécurité publique ; (iv) la prévention, la recherche, la détection ou la poursuite d'infractions pénales ou l'exécution des peines qui y sont associées ; (v) d'autres objectifs importants d'intérêt public général de l'Europe (ou de tout territoire européen) ; (vi) la protection de l'indépendance de la justice et des procédures judiciaires ; (vii) la prévention, la recherche, la détection ou la poursuite d'infractions pénales ou l'exécution des peines qui y sont associées ; (viii) la prévention, la recherche, la détection et la poursuite des manquements à la déontologie des professions réglementées ; (viii) une fonction de contrôle, d'inspection ou de régulation liée, même occasionnellement, à l'exercice de l'autorité publique dans les cas visés ci-dessus ; (ix) la protection de la personne concernée ou des droits et libertés d'autrui ; ou (x) l'exécution d'actions de droit civil) ne sont pas en contradiction avec la présente Politique.

En l'évaluation des lois et pratiques des Pays tiers, les sociétés Groupon prendront en compte, en particulier, les facteurs suivants :

- les circonstances spécifiques des transferts ou de l'ensemble des transferts, et de tout transfert ultérieur envisagé au sein du même Pays tiers ou vers un autre Pays tiers, y compris :

- les finalités pour lesquelles les Données sont transférées et traitées (telles que le marketing, les ressources humaines, le stockage ou l'assistance informatique) ;
 - les types d'entités impliquées dans le traitement des Données à caractère personnel européennes (l'Entité importatrice et tout autre destinataire d'un transfert ultérieur) ;
 - le secteur économique dans lequel le transfert ou la série de transferts a lieu ;
 - les catégories et le format des Données à caractère personnel européennes transférées ;
 - le lieu du traitement des Données à caractère personnel européennes, y compris le stockage ; et
 - les canaux de transmission utilisés ;
- les lois et pratiques du Pays tiers de destination pertinentes à la lumière des circonstances du transfert, y compris celles qui exigent la divulgation de Données à caractère personnel aux autorités publiques ou qui autorisent l'accès de ces autorités et celles qui prévoient l'accès à ces données lorsqu'elles sont en transit entre le pays de l'Entité exportatrice et le pays de l'Entité importatrice, ainsi que les limitations et les garanties applicables, et ;
 - toutes les garanties contractuelles, techniques ou organisationnelles pertinentes mises en place pour compléter les garanties prévues par la présente Politique, y compris les mesures appliquées lors de la transmission et du traitement des Données à caractère personnel dans le pays de destination.

Les Sociétés Groupon mettront en place les garanties contractuelles, techniques ou organisationnelles appropriées au vu des circonstances pour compléter les garanties de la présente Politique à la lumière du droit et des pratiques du Pays tiers afin d'assurer un niveau de protection essentiellement équivalent pour les Données à caractère personnel européennes. Dans le cas où des mesures de protection en plus de celles envisagées dans le cadre de la présente Politique doivent être mises en œuvre, Groupon International Limited et le DPD seront informés et impliqués dans l'évaluation. Les Sociétés Groupon documenteront de manière appropriée toute évaluation effectuée sur la base de ce qui précède, ainsi que les mesures supplémentaires sélectionnées et mises en œuvre, le cas échéant. Cette documentation sera mise à la disposition de l'Autorité de contrôle compétente sur demande.

Aucun transfert de Données à caractère personnel européennes ne sera effectué par une Entité exportatrice à une Entité importatrice à moins que l'Entité importatrice ne soit effectivement liée par la présente Politique et ne puisse s'y conformer. Si une Entité importatrice n'est pas en mesure de se conformer à la présente Politique pour quelque raison que ce soit, y compris dans le cas où l'une des situations décrites ci-dessus dans la présente règle 16A se présente, ou si l'Entité importatrice enfreint autrement la Politique, elle en informe rapidement l'Entité exportatrice. Dès qu'elle a connaissance du non-respect ou de la violation de la Politique par l'Entité importatrice, l'Entité exportatrice suspend le transfert. Au choix de l'Entité exportatrice, l'Entité importatrice restitue ou supprime alors immédiatement toutes les Données à caractère personnel européennes transférées (y compris les copies) dans les cas suivants :

- l'Entité exportatrice a suspendu le transfert et le respect de la Politique par l'Entité importatrice n'est pas rétabli dans un délai raisonnable, et en tout état de cause dans un délai d'un mois à compter de la suspension ;
- l'Entité importatrice enfreint de manière substantielle ou persistante la Politique ; ou
- l'Entité importatrice ne se conforme pas à une décision contraignante d'un tribunal compétent ou d'une autorité de surveillance concernant ses obligations en vertu de la Politique.

Le cas échéant, l'Entité importatrice certifie à l'Entité exportatrice qu'elle a supprimé les Données à caractère personnel européennes transférées. Jusqu'à la restitution ou la suppression des

Données à caractère personnel européennes transférées, selon le cas, l'Entité importatrice continuera à se conformer à la Politique. Si les lois locales applicables à l'Entité importatrice interdisent la restitution ou la suppression des Données à caractère personnel européennes transférées conformément à ce qui précède, l'importateur de données garanti par les présentes qu'il continuera à respecter la Politique et qu'il ne traitera les Données à caractère personnel européennes que dans la mesure et pour la durée exigées par ces lois locales.

Si une Entité importatrice cesse d'être liée par la présente Politique, elle peut, avec l'accord de l'Entité exportatrice, conserver, renvoyer ou supprimer les Données à caractère personnel européennes reçues en vertu de la présente Politique. S'il est convenu que l'Entité importatrice conserve les Données à caractère personnel européennes, d'autres mesures de transfert dans le Pays tiers seront mises en œuvre pour protéger ces Données à caractère personnel européennes, conformément à la loi européenne sur la protection des données.

REGLE 17 – FORMATION

Règle 17 – Les Sociétés Groupon dispenseront une formation appropriée et actualisée de cette politique aux Travailleurs qui ont un accès permanent ou régulier aux Données à caractère personnel européennes et/ou qui sont impliqués dans la collecte de ces Données à caractère personnel européennes ou dans le développement d'outils utilisés pour traiter ces Données à caractère personnel européennes.

Les Sociétés Groupon **dispenseront une formation appropriée et actualisée de cette politique aux Travailleurs, quelle que soit la manière dont ils sont employés, engagés ou recrutés par elles, qui ont un accès permanent ou régulier aux Données à caractère personnel européennes** et/ou qui sont impliqués dans la collecte desdites Données à caractère personnel européennes ou dans le développement d'outils utilisés pour les traiter. La formation inclura les procédures de gestion des demandes d'accès aux Données personnelles par les autorités publiques et couvrira tout autre sujet que les Sociétés Groupon jugeront pertinent de temps à autre afin d'assurer le respect de la présente Politique et des obligations des Sociétés Groupon en vertu des Lois européennes sur la protection des données. Les Travailleurs recevront une formation au début de leur emploi ou de leur mission et au moins une fois par an par la suite.

**PARTIE C : DROITS DES TIERS BENEFICIAIRES CONCERNANT LES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL
EUROPEENNES EN VERTU DE LA PRESENTE POLITIQUE**

REGLE 18 – DROITS DES TIERS BENEFICIAIRES

Règle 18 – Les personnes concernées dont les Données à caractère personnel européennes sont transférées d'une Entité exportatrice agissant en tant que responsable du traitement vers une Entité importatrice en vertu de la présente Politique ont des droits en tant que tiers bénéficiaires.

Les personnes concernées dont les Données à caractère personnel européennes sont transférées d'une Entité exportatrice vers une Entité importatrice en vertu de la présente Politique sont en mesure de bénéficier de droits pour faire appliquer la Politique. Ces droits visent à faire respecter :

- Règle 1 (transparence) ;
- Règle 2 (légalité) ;
- Règle 3 (limitation des finalités) ;
- Règle 4 (minimisation des données) ;
- Règle 5 (exactitude) ;
- Règle 6 (limitation de la conservation) ;
- Règle 7 (données de catégorie spéciale) ;
- Règle 8 (sécurité) ;
- Règle 9 (transferts et transferts ultérieurs) ;
- Règle 10 (droits des personnes concernées) ;
- Règle 11D (protection des données dès la conception et par défaut) ;
- Règle 12 (réclamations) ;
- Règle 15 (coopération avec les Autorités de contrôle) ;
- Règle 16 (action lorsque la législation nationale empêche le respect de la Politique) ;
- Règle 16A (évaluations de l'impact du transfert) ;
- Règle 18 (droits des tiers bénéficiaires); et
- Section 3.3 de l'Annexe 4 (Mises à jour de la présente Politique)

Ces personnes concernées sont en mesure de faire valoir ces droits par les moyens suivants :

- **en déposant une réclamation** auprès de :
 - Groupon International Limited ; et/ou
 - l'Autorité de contrôle dans l'État membre européen dans lequel la violation alléguée a eu lieu ou dans lequel la personne concernée travaille ou réside habituellement ; et/ou
- **intenter une procédure** contre Groupon International Limited :
 - en Irlande ; ou
 - dans l'État membre européen, le cas échéant, dans lequel la personne concernée a sa résidence habituelle.

Ces personnes concernées ont également le droit de :

- **demander une réparation appropriée** à Groupon International Limited, y compris :

- l'engagement par Groupon International Limited de prendre les mesures nécessaires pour remédier à toute violation des règles énumérées ci-dessus par toute Entité importatrice ; et
 - le cas échéant, recevoir une indemnisation de Groupon International Limited pour tout dommage, matériel ou immatériel, subi en raison d'une violation des Règles énumérées ci-dessus par une Entité importatrice, conformément à la décision d'un tribunal ou d'une autre autorité compétente ; et
- **obtenir une copie de la Politique** et de l'Accord intra-groupe conclu par Groupon en lien avec la Politique, chacun tel que mis à jour de temps à autre. La Politique est disponible à l'adresse www.groupon.ie/legal/bcr.

Pour faire valoir leurs droits, les Personnes concernées peuvent être représentées par un organisme, une organisation ou une association à but non lucratif, dûment constitué conformément au droit de l'État membre concerné, poursuivant des objectifs statutaires d'intérêt public et agissant dans le domaine de la protection des droits et libertés des personnes concernées en ce qui concerne la protection de leurs Données à caractère personnel.

Groupon convient que si une Entité importatrice enfreint les dispositions énumérées ci-dessus dans la présente Règle 18, les tribunaux ou autres autorités compétentes en Europe, le cas échéant, seront compétents pour les procédures décrites ci-dessus et la personne concernée aura les droits et les recours contre Groupon International Limited qu'elle aurait si la violation avait été causée par Groupon International Limited, au lieu de l'Entité importatrice.

REGLE 19 – CHARGE DE LA PREUVE

Règle 19 – La charge de la preuve dans les réclamations faites en vertu de la Règle 18 incombe à Groupon International Limited, et non à la personne concernée.

Dans le cas où une réclamation serait faite en vertu de la Règle 18 dans laquelle une personne concernée aurait subi un préjudice, Groupon convient que la charge de la preuve pour démontrer qu'une Entité importatrice n'est pas responsable de la violation, ou qu'aucune violation de ce type n'a eu lieu, incombera à Groupon International Limited. Si Groupon International Limited est en mesure de prouver que l'Entité importatrice n'est pas responsable de l'événement ayant donné lieu au préjudice matériel ou immatériel, Groupon International Limited peut se décharger de toute responsabilité.

ANNEXES

ANNEXE 1 – LISTE DES SOCIÉTÉS GROUPON

Nom de la Société Groupon	Numéro d'enregistrement de la société	Adresse du siège social	Adresse du site Web (le cas échéant)
Membres non-EEE			
Groupon, Inc.	4489613	35 W Wacker Dr, Chicago 60601 IL, USA	https://www.groupon.com/
Groupon Australia Pty Ltd	ACN 147 834 151	c/- Teddington, Suite 17, Minton House, 2-14 Bayswater Road, Potts Point, NSW 2011, Australia	https://www.groupon.com.au/
Groupon Shared Services Private Limited	U74900TN20 15FTC10142 1	DLF-SEZ IT Park, BLK- 3 1st FLR 1/124 Shivaji Grdn Manapakkam, Ramapuram, Mount Poonamallee Road Chennai Chennai TN IN 600090, India	n/a
Groupon Goods Global GmbH	CHE- 497.202.638	c/o Bovadis Partner Treuhand AG, Herrenacker 15, 8200 Schaffhausen, Switzerland	n/a
Groupon International Travel GmbH	CHE- 182.898.064	c/o Bovadis Partner Treuhand AG, Herrenacker 15, 8200 Schaffhausen, Switzerland	n/a
Groupon International GmbH	CHE- 182.898.064	c/o Bovadis Partner Treuhand AG, Herrenacker 15, 8200 Schaffhausen, Switzerland	n/a
Groupon FZ-LLC	Licence Number L- 756	08-119, 8th Floor, The Offices 4, One Central, DWTC Dubai, United Arab Emirates	https://www.groupon.ae/
MyCityDeal Limited	7112363	Floor 11, Aldgate Tower, 2 Lemn Street, London E1 8FA	https://www.groupon.co.uk/
Groupon Goods UK Ltd	9012245	Floor 11, Aldgate Tower, 2 Lemn Street, London E1 8FA	https://www.groupon.co.uk/

Cloud Savings Company Ltd	9145979	First Floor Merchants House (North), Wapping Road, Bristol BS1 4RW, UK	https://www.giftcloud.com/uk https://www.vouchercloud.com/
Invitation Digital Ltd	6570126	First Floor Merchants House (North), Wapping Road, Bristol BS1 4RW, UK	https://www.vouchercloud.com/
Groupon Shop Ltd.	7964930	Floor 11, Aldgate Tower, 2 Leman Street, London E1 8FA	https://groupon-shop.co.uk/
Giftcloud Ltd	15384530	c/o Groupon, Floor 11, Aldgate Tower, 2 Leman Street, London E1 8FA	https://www.giftcloud.com/uk
Membres de l'EEE			
Groupon International Limited	501358	WeWork Central Plaza, 36 Dame Street, Dublin D02 EF64, Ireland	All non-US websites below are owned and operated by Groupon International Limited
Groupon S.P.R.L.	825606590	Brussels Regus South Station, 4th floor, South Center Titanium, Marcel Broodthaers Square 8, Brussels, 1060, Belgium	https://www.groupon.be/
Groupon France SAS	519 737 357	6 Place de la Madeleine, 75008 Paris, France	https://www.groupon.fr/
GPV	539225375	6 Place de la Madeleine, 75008 Paris, France	https://www.groupon.fr/
Groupon Goods France	802 866 327	6 Place de la Madeleine, 75008 Paris, France	https://www.groupon.fr/
Groupon GmbH	HRB 123512 B	Spaces Spindlershof, Wallstraße 9-13,10179 Berlin, Germany	https://www.groupon.de/
Groupon Goods Germany GmbH	HRB 157490 B	Spaces Spindlershof, Wallstraße 9-13,10179 Berlin, Germany	n/a
Groupon Europe GmbH	HRB 123438 B	Spaces Spindlershof, Wallstraße 9-13,10179 Berlin, Germany	n/a

Groupon-Citydeal (Ireland) Limited	487815	WeWork Central Plaza, 36 Dame Street, Dublin D02 EF64, Ireland	https://www.groupon.ie/
Groupon S.r.l.	(MI)45.4813 59.21193	Via San Marco 21, 20121 Milan, Italy	https://www.groupon.it/
Groupon Goods Italy S.r.l.	MI-2039485	Via San Marco 21, 20121 Milan, Italy	https://www.groupon.it/
Groupon Netherlands B.V.	14130545	Strawinskylaan 1647 (Tower 7) 1077 XX, Amsterdam, Netherlands	https://www.groupon.nl/
Groupon Goods Netherlands B.V.	854038115	Strawinskylaan 1647 (Tower 7) 1077 XX, Amsterdam, Netherlands	https://www.groupon.nl/
Groupon Holdings B.V.	50193538	Basisweg 10, 1043 AP Amsterdam, Netherlands	n/a
Groupon Sp.z o.o.	310218	Al. Jerozolimskie 123A, 02-017 Warsaw, Poland	https://www.groupon.pl/
Groupon Shared Services Poland Sp.z o.o.	530315	Al. Jerozolimskie 123A, 02-017 Warsaw, Poland	n/a
Groupon Spain, SLU	M-490640	Calle del Pintor Juan Gris 4, 1a Planta, 28020 Madrid, Spain	https://www.groupon.es/
Groupon Goods Spain, S.L.	M-635879	Calle del Pintor Juan Gris 4, 1a Planta, 28020 Madrid, Spain	https://www.groupon.es/
Groupon Management, LLC (Czech branch)	194 91 450	Vrchlického 479/51, Prague 15000	n/a

ANNEXE 2 - PROCEDURE DE TRAITEMENT DES RECLAMATIONS

1. Introduction

La présente Procédure de traitement des réclamations a pour objet d'expliquer comment sont traitées les réclamations déposées par une personne concernée dont les Données à caractère personnel européennes sont traitées par une Société Groupon en vertu de la Politique.

2. COMMENT DEPOSER UNE RECLAMATION

Toutes les réclamations faites en vertu de la Politique, qu'une Société Groupon traite des Données à caractère personnel européennes pour son propre compte ou pour le compte d'une autre Société Groupon agissant en tant que responsable du traitement, peuvent être adressées par écrit aux points de contact pertinents décrits dans l'avis de confidentialité mis à la disposition d'une personne concernée particulière, en plus de ceux énoncés ci-dessous.

Les réclamations peuvent être déposées directement auprès de l'équipe de coordination des droits des individus de Groupon en utilisant le portail disponible [ici](#).

Les réclamations peuvent également être adressées directement au DPD de Groupon par e-mail ou par courrier en utilisant les coordonnées ci-dessous :

E-mail : dpo@groupon.com

Adresse postale : L'adresse postale du bureau de Groupon, dans le pays où se trouve la personne concernée, est disponible dans la Déclaration de confidentialité de Groupon accessible via le site Internet de Groupon. Alternativement, les réclamations peuvent être déposées directement auprès du DPD de Groupon à l'adresse suivante :

Groupon International Limited, ATTN : Data Protection Officer, WeWork Central Plaza, 36 Dame Street, Dublin D02 EF64, Irlande.

Les personnes concernées peuvent également contacter Groupon en utilisant les moyens énoncés dans les avis de confidentialité qui leur sont fournis.

3. REPONSES AUX RECLAMATIONS

3.1 Comment les réclamations seront-elles traitées ?

Le traitement des réclamations sera géré par l'Équipe de coordination des droits des personnes de Groupon avec le DPD, qui enquêtera sur la réclamation et répondra à la personne concernée. L'Équipe de coordination des droits des personnes travaillera avec tous les services et personnes appropriés pour formuler une réponse.

Si une réclamation est particulièrement complexe, l'Équipe de coordination des droits des personnes se mettra en relation avec le bureau de la protection des données de Groupon ainsi qu'avec les unités commerciales concernées, afin d'établir les faits entourant la réclamation et de la résoudre de manière appropriée.

Si la réclamation est confirmée, l'Équipe de coordination des droits des personnes informera la personne concernée de ce fait et mettra en œuvre un plan de rectification pour s'assurer que cesse le comportement qui a donné lieu à la réclamation.

Si la réclamation est rejetée, les motifs du rejet seront indiqués à la personne concernée, en plus des détails de ses droits tels qu'énoncés au paragraphe 3.3 ci-après.

3.2 Quel est le temps de réponse ?

L'Équipe de coordination des droits des personnes enquêtera et donnera une réponse substantielle à la personne concernée sans délai excessif et en tout état de cause dans un délai d'un mois à compter de la réception de la réclamation. Si, en raison de la complexité de la réclamation, une réponse substantielle ne peut pas être donnée dans ce délai, la personne concernée sera informée de la raison du retard dans un délai d'un mois à compter de la réception de la réclamation, et l'Équipe de coordination des droits des personnes indiquera une estimation raisonnable du délai (n'excédant pas deux mois supplémentaires) dans lequel une réponse sera fournie.

3.3 Que pouvez-vous faire si vous contestez une conclusion ?

Si une personne concernée considère que sa réclamation n'a pas été résolue de manière satisfaisante, elle peut la faire remonter au Bureau de protection des données de Groupon. Le Bureau de protection des données examinera la réclamation et toute autre preuve nécessaire pour prendre une décision, et informera la personne concernée de sa décision, à savoir s'il accepte la conclusion initiale ou s'il procède à une nouvelle conclusion. Cette décision sera prise dans un délai d'un mois à compter de la remontée de la réclamation.

Si, en raison de la complexité de la réclamation, une réponse substantielle ne peut pas être donnée dans ce délai, le Bureau de protection des données informera la personne concernée en conséquence et fournira une estimation raisonnable (ne dépassant pas deux mois supplémentaires) du délai dans lequel la personne concernée recevra une réponse. Si la réclamation est confirmée, le Bureau de protection des données prendra toutes les dispositions nécessaires pour que les mesures requises soient prises en conséquence.

Les personnes concernées dont les Données à caractère personnel européennes sont traitées en vertu de la présente Politique ont également le droit de déposer une réclamation auprès d'une autorité européenne de protection des données dans le pays du lieu de travail ou de résidence habituelle de la personne concernée, ou dans le lieu de la violation présumée, et/ou de déposer une réclamation auprès d'un tribunal compétent, c'est-à-dire auprès d'un tribunal du pays européen où la société Groupon concernée est établie ou dans le pays européen où la personne concernée réside, et ce, qu'elle ait ou non déposé une plainte auprès de la société Groupon. Ce droit s'applique indépendamment du fait que les personnes concernées aient ou non utilisé la procédure de traitement des plaintes de Groupon.

Si l'affaire concerne des Données à caractère personnel européennes qui ont été exportées vers une Entité importatrice et qu'une personne concernée souhaite déposer une réclamation contre Groupon, la réclamation peut être déposée contre Groupon International Limited, qui a accepté la responsabilité des violations de la présente Politique par les Entités importatrices.

ANNEXE 3 – PROTOCOLE D'AUDIT

1. Approche des audits Groupon

Le présent Protocole d'audit décrit le processus d'évaluation formel adopté par Groupon pour garantir le respect de la Politique par les Sociétés Groupon, comme l'exigent les Autorités de contrôle chargées de la protection des données.

1.1 Aperçu de l'audit

Le Bureau de protection des données de Groupon, avec le soutien des ressources internes et externes, supervisera la conduite des audits de conformité des Sociétés Groupon avec la Politique et veillera à ce que ces audits portent sur tous les aspects de la Politique en adoptant une approche basée sur les risques. Nonobstant le fait que le DPD fait partie du Bureau de la protection de la vie privée de Groupon, le DPD n'aura pas la responsabilité principale de vérifier le respect de la présente Politique s'il est déterminé que cela pourrait, en tout état de cause, entraîner un conflit d'intérêts.

Le processus d'audit au sein de Groupon est composé des éléments décrits dans la partie 1.2 ci-après.

1.2 Calendrier et portée des audits

Groupon effectue des audits de conformité à la Politique (un « **Audit** ») :

- (a) régulièrement et au moins une fois tous les deux ans ; et/ou
- (b) plus fréquemment, à la demande du DPD ou d'autres membres du Bureau de protection des données

L'audit de la Politique sera effectué par l'équipe d'audit interne de Groupon, sous la responsabilité du Bureau de protection des données de Groupon. Le Bureau de protection des données de Groupon peut faire appel à d'autres auditeurs internes/externes accrédités, en cas de limitation de l'expertise ou des ressources disponibles. Toutes les personnes impliquées dans la réalisation des audits sont totalement indépendantes en ce qui concerne leurs fonctions d'audit. Si des auditeurs externes doivent être engagés, Groupon s'assurera que cette nomination est soumise aux règles C8 et C9 de cette politique et, en particulier, qu'ils sont contractuellement tenus de traiter toutes les données personnelles européennes qu'ils reçoivent dans le cadre de l'audit uniquement dans le but de réaliser l'audit.

L'étendue et la portée de l'audit effectué seront déterminées par le Bureau de protection des données de Groupon selon une analyse basée sur les risques qui tiendra compte de critères pertinents, par exemple : les domaines de non-conformité connus ; les domaines d'intérêt réglementaire actuel ; les domaines de risque spécifique ou nouveau pour l'entreprise ; les domaines dans lesquels des changements ont été apportés aux systèmes ou processus utilisés pour protéger les données ; les domaines dans lesquels il y a eu des constatations ou des réclamations lors d'audits antérieurs ; la période écoulée depuis le dernier examen ; la nature, la méthode et l'emplacement des données à caractère personnel traitées ; les systèmes informatiques, les applications et bases de données ; les transferts ultérieurs ; et les questions liées aux conflits de lois ou à la gestion des fournisseurs.

Pour éviter toute ambiguïté, il n'est pas nécessaire que tous les aspects du respect de la présente Politique par chaque société Groupon fassent l'objet de chaque audit réalisé (à condition, toutefois, que tous ces aspects soient audités à des intervalles réguliers appropriés).

2. **RAPPORT**

Le Bureau de protection des données de Groupon sera chargé de signaler tout problème ou cas de non-conformité à l'attention du DPD et des dirigeants concernés de l'entreprise, y compris le conseil d'administration de la société Groupon qui développeront un plan et un calendrier de correction. Le Bureau de protection des données est responsable de la mise en œuvre du plan de correction.

Si de telles mesures correctives ne sont pas prises, le DPD signalera le problème au directeur juridique de Groupon

Le Bureau de protection des données de Groupon mettra les résultats de l'Audit à la disposition du DPD.

Le DPD signalera tout problème important au directeur juridique de Groupon et mettra à la disposition du conseil d'administration de Groupon, Inc. un résumé annuel des résultats de l'audit.

3. **AUDITS PAR LES AUTORITES DE CONTROLE**

Sur demande à la Société Groupon concernée, la Société Groupon sollicitée remettra des copies des résultats de l'Audit à toute Autorité de contrôle compétente.¹

Le DPD sera responsable de la liaison avec les Autorités de contrôle européennes afin de fournir les informations décrites ci-dessus.

En outre, les Sociétés Groupon reconnaissent que les Autorités de contrôle européennes peuvent auditer les Sociétés Groupon dans le but de vérifier la conformité à la Politique conformément aux procédures d'audit applicables de ces Autorités de contrôle européennes.

1

ANNEXE 4 – PROCEDURE DE MODIFICATION

La présente Politique sera mise à jour afin de garantir qu'elle reste conforme aux Lois européennes en vigueur sur la protection des données et aux orientations pertinentes des Autorités de contrôle européennes compétentes et du Comité européen de protection des données.

1. Modifications importantes de la politique

Le Délégué à la protection des données communiquera sans délai tout changement important apporté à la Politique à la Commission irlandaise de protection des données ("DPC") et à toute autre Autorité de contrôle européenne compétente en matière de protection des données.

Le DPD communiquera sans délai toute modification importante de la Politique à la Commission irlandaise de protection des données (« CPD ») et à toute autre Autorité de contrôle européenne compétente en matière de la protection des données.

1.

2. **Modifications administratives de la Politique**

2.1 Lorsqu'une proposition de modification de la présente Politique peut s'avérer préjudiciable au niveau de protection offert par la présente Politique ou l'affecter de manière significative (par exemple, une modification du caractère contraignant de la présente Politique), le DPD communique à l'avance la proposition de modification à la CPD et à toute autre Autorité de contrôle européenne compétente, en expliquant brièvement les raisons de la modification. Dans ce cas, la CPD (et toute autre Autorité européenne de contrôle compétente) évalue également si la modification peut nécessiter une nouvelle approbation.

2.2 Le DPD communiquera à la CPD et à toute autre Autorité de contrôle européenne compétente, au moins une fois par an, les modifications de la Politique qui sont de nature administrative (y compris les modifications de la liste des Sociétés Groupon), qui sont survenues à la suite d'un changement des Lois européennes applicables en matière de protection des données, ou résultant de toute mesure prise par une autorité législative, judiciaire ou de contrôle.

2.3 Le DPD expliquera brièvement à la CPD et à toute autre autorité compétente en matière de protection des données les raisons de toute modification apportée à la Politique.

3. **Communiquer et enregistrer les modifications**

3.1 Le DPD tiendra un registre des modifications qui indiquera la date des révisions de la Politique et les détails de toutes les révisions effectuées.

3.2 Le DPD communiquera dans les meilleurs délais aux Sociétés Groupon toutes les modifications apportées à la Politique, qu'elles soient de nature administrative ou matérielle, et publiera une version actualisée de la Politique sur le site Web www.groupon.ie/legal/bcr (de sorte que la version révisée soit mise à la disposition des Personnes concernées) et sur l'intranet de Groupon qui est mis à la disposition des Travailleurs.

3.3 Outre la publication d'une version actualisée de la Politique, les Sociétés Groupon informeront sur demande les personnes concernées et/ou les Autorités de contrôle compétentes des modifications spécifiques apportées à la Politique.

3.4 Le DPD tiendra à jour une liste des modifications apportées à la Politique et une liste des Sociétés Groupon liées par la Politique. Ces informations et/ou une copie de la version la plus récente de la Politique seront fournies aux personnes concernées ou aux autorités de contrôle qui en feront la demande.

3.5 Le Bureau de protection des données tiendra à jour une liste des sous-traitants ultérieurs liés par la Politique. Ces informations seront disponibles sur demande auprès du DPD.

4. **NOUVELLES SOCIETES GROUPON**

4.1 Lorsqu'une nouvelle entité rejoint Groupon, suite à une évaluation de sa capacité à répondre aux normes requises énoncées dans la Politique, elle accepte d'être liée par l'accord intragroupe conclu et en vigueur entre les Sociétés Groupon. À ce stade, la nouvelle entité accepte automatiquement de se conformer à la Politique et, par conséquent, de se conformer à la présente Politique et de la respecter lors de la collecte et de l'utilisation de Données à caractère personnel européennes.

4.2 Les transferts vers des sociétés Groupon qui acceptent de se conformer à la présente politique ne seront pas effectués tant que cette société Groupon ne sera pas légalement tenue de se conformer à la présente politique et qu'elle ne sera pas en mesure de s'y conformer.

ANNEXE 5 - PROCEDURE DE COOPERATION

1. Introduction

La présente Procédure de coopération définit la manière dont les Sociétés Groupon coopéreront avec les Autorités européennes de contrôle de la protection des données dans le cadre de la Politique. Elle définit également la manière dont Groupon communiquera les modifications apportées à la Politique aux Autorités de contrôle européennes de la protection des données et aux personnes concernées dont les Données à caractère personnel européennes sont traitées en vertu de la Politique.

2. Coopération avec les Autorités de contrôle

- 2.1 Les Sociétés européennes Groupon ont un devoir clair de coopérer avec les Autorités européennes de contrôle chargées de la protection des données, y compris en mettant à disposition le personnel nécessaire pour dialoguer avec une Autorité européenne de contrôle au sujet de la Politique, et de permettre des inspections, sur place ou non.
- 2.2 Les sociétés Groupon européennes concernées examineront activement :
 - (a) Toute décision prise par les Autorités de contrôle européennes compétentes en matière de protection des données sur toute question de droit en matière de protection des données susceptible d'avoir une incidence sur la Politique ; et
 - (b) les points de vue du Comité européen de protection des données tels que décrits dans ses directives publiées sur les Règles d'entreprise contraignantes pour les responsables du traitement.
- 2.3 Le DPD remettra, sur demande, des copies des résultats de tout Audit effectué conformément à l'Annexe 3 à une Autorité de contrôle européenne, et les détails de tout traitement couvert par la Politique.
- 2.4 Lorsqu'une Société Groupon est (a) une Entité exportatrice ; et/ou (b) une Entité importatrice, alors Groupon reconnaît que l'Autorité de contrôle compétente basée en Europe (déterminée selon la localisation de l'Entité exportatrice) peut auditer l'Entité exportatrice et/ou l'Entité importatrice afin de contrôler sa conformité à la Politique conformément au droit européen du pays dans lequel cette Autorité de contrôle est située.
- 2.5 Chaque Entité exportatrice et/ou Entité importatrice s'engage à prendre en compte les avis et à se conformer aux décisions formelles de toute Autorité de contrôle compétente relatives à l'interprétation et à l'application de la Politique. Le présent accord est sans préjudice de tout droit de recours contre ces décisions formelles.
- 2.6 En cas de litige découlant de l'exercice par une Autorité de contrôle compétente de la surveillance du respect de la Politique par une Société Groupon, ce litige sera résolu par les tribunaux de l'État membre de l'Autorité de contrôle, conformément au droit procédural de l'État membre. Les Sociétés Groupon se soumettent à la juridiction des tribunaux applicables.

ANNEXE 6

Détails du traitement

1. Responsable du traitement

Nom de l'entité Groupon responsable du traitement :

2. Sous-traitant

Nom de l'entité Groupon sous-traitante :

3. Durée du traitement

Les Données à caractère personnel européennes seront traitées pendant :
.....

4. Catégories de données à caractère personnel européennes

Les Données à caractère personnel européennes devant être traitées par le sous-traitant concernent les catégories suivantes de Données à caractère personnel européennes relatives à chaque catégorie de personnes concernées :

Clients :

[énumérer chaque catégorie de Données à caractère personnel européennes qui seront traitées, par ex. noms, adresses électroniques, informations financières]

Travailleurs :

[énumérer chaque catégorie de Données à caractère personnel européennes qui seront traitées, par ex. noms, adresses électroniques, informations financières]

Commerçants :

[énumérer chaque catégorie de Données à caractère personnel européennes qui seront traitées, par ex. noms, adresses électroniques, informations financières]

Vendeurs :

[énumérer chaque catégorie de Données à caractère personnel européennes qui seront traitées, par ex. noms, adresses électroniques, informations financières]

5. Nature, finalité et portée du traitement

Le sous-traitant mènera des activités de traitement des Données à caractère personnel européennes pour le compte du responsable du traitement, y compris l'hébergement, le stockage, la transmission, la suppression et l'utilisation pour fournir des services.

Ce traitement sera effectué pour les finalités suivantes :

[décrire en détail les services effectués par le Sous-traitant pour le compte du Responsable du traitement]